

Campagne d'appel à
volontaires aux fins d'essai
vaccinal anti-VIH conduit par
l'institut de Recherche
Vaccinale

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**







Consultation n°

2025PFCAMPAVOL





SOMMAIRE

1.	DÉFINITIONS	3
2.	Contexte de la recherche vaccinale :	4
3.	OBJET DU CONTRAT	7
4.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	8
5.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION	8
6.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	8
7.	RÉALISATION DES PRESTATIONS	11
8.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE	14
9.	LITIGE ET SANCTIONS	16
10.	FIN DU CONTRAT	17

ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	Campagne d'appel à volontaires aux fins d'essai vaccinal anti-VIH conduit par l'Institut de Recherche Vaccinale
	Acheteur	Université Paris Est Créteil
	Type de contrat	Marché ordinaire de services
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	Les lieux d'exécution sont précisés dans le présent contrat
	Délai	24 mois - Marché sans mise en concurrence ultérieure avec le même titulaire possible
	Développement durable	Clause environnementale - Critère environnemental
	Pénalités de retard	100 € par jour de retard.
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

1. DÉFINITIONS

 Contrat	Le contrat est un marché public passé en Appel d'offres ouvert (Article R2124-2 1° - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021 . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
 Acheteur	L' acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
 Titulaire	Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
 Prestation	La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. Contexte de la recherche vaccinale :

Au plan international et national

Selon l'OMS, « depuis le début de l'épidémie, plus de 70 millions de personnes ont été infectées par le virus du VIH et environ 35 millions sont décédées du VIH. À l'échelle mondiale, on estime en 2018 que

- Plus de 37,9 millions de personnes vivaient avec le VIH
- 1,7 million de personnes sont devenues nouvellement infectées par le VIH,
- 770 000 personnes sont décédées de maladies liées au sida,
- 0,8 % des adultes âgés de 15 à 49 ans dans le monde vivent avec le VIH

Bien que le fardeau de l'épidémie continue de varier considérablement selon les pays et les régions, la région africaine reste la plus touchée, avec près d'un adulte sur 25 (4,1 %) vivant avec le VIH et représentant près des deux tiers des personnes vivant avec le VIH dans le monde » ((source : UNAIDS Factsheet) En plus de son impact sur la santé et l'avenir des personnes, le sida devient un frein majeur au développement dans de nombreux pays d'Afrique subsaharienne. Dans certaines régions, près de 30% des femmes enceintes consultant dans les maternités sont infectées par le VIH. L'épidémie s'accroît aussi très rapidement en Asie, où les pays les plus touchés sont l'Inde, la Thaïlande et le Cambodge. Dans les pays industrialisés, les contaminations se poursuivent, et ceci malgré d'importants efforts de prévention. Si les traitements antirétroviraux (les trithérapies et les multithérapies) ont amélioré la qualité et la durée de vie des patients, pour un nombre non négligeable d'entre eux, ces traitements demeurent l'objet d'incertitude sur leur efficacité et leur tolérance à long terme.

Des progrès considérables ont été réalisés dans la prise en charge des patients mais la question de la prévention reste importante. La prévention s'exerce de différentes façons : une prévention classique via l'utilisation de préservatifs, le traitement par les thérapies préexposition (PreP), la stratégie « Treatment as Prevention » (TasP) et enfin le vaccin qui reste incontournable. De nombreuses équipes dans le monde sont engagées depuis le milieu des années quatre-vingt dans la recherche d'un vaccin contre le sida et plusieurs pistes sont explorées, dont certaines sont aujourd'hui prometteuses. Peu de pays développent des stratégies de développement de vaccins préventifs, le principal étant les Etats-Unis. La participation de la France à la recherche d'un vaccin contre le sida est d'ailleurs la plus importante au monde après celle des Etats-Unis. L'ANRS est l'organisme public qui organise et finance cette recherche en France.

D'une manière générale, on remarque que la diminution des nouvelles infections par le VIH à travers le monde résulte du changement des comportements des jeunes, des professionnels du sexe et de leurs clients, des consommateurs de drogues injectables, des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes et des personnes transsexuelles et transgenres.

L'accès aux services de prévention du VIH a permis aux individus et aux communautés d'agir sérieusement contre la maladie. Dans de nombreux pays où l'épidémie s'est généralisée, une combinaison de changements des comportements, dont la diminution du nombre de partenaires sexuels, l'utilisation plus fréquente du préservatif et l'âge plus tardif du premier rapport sexuel, a réduit le nombre de nouvelles infections (incidence).

Le développement d'une stratégie vaccinale contre le VIH bien tolérée et immunogène serait probablement la meilleure solution pour pouvoir contrôler et éradiquer la pandémie du sida.

Ainsi, dans le cadre d'une approche plus rapide et plus efficace prônée par l'ONUSIDA, il a été démontré que des investissements constants dans la recherche et le développement d'un vaccin préventif sont essentiels. Ces engagements seront réitérés lors de la prochaine conférence pour la reconstitution du Fonds mondial (de lutte contre le VIH, la tuberculose et le paludisme) qui se tiendra en France le 9 octobre 2019 (Lyon) pour en finir avec l'épidémie d'ici 2030 avec la cible ambitieuse 90-90-90 définie par l'ONUSIDA (90% des personnes qui sont infectées par le VIH connaissent leur statut virologique, 90% des personnes qui sont diagnostiquées reçoivent un traitement antirétroviral, et 90% des personnes recevant des antirétroviraux ont une charge virale supprimée). La France est depuis la création de l'ANRS en 1992 l'un des principaux acteurs internationaux de la recherche d'un vaccin préventif contre le

sida.

➤ Les acteurs

A propos du VRI

L'Institut de recherche vaccinale (VRI), labellisé Laboratoire d'excellence par l'Etat Français, a été établi par l'ANRS - France Recherche Nord & Sud Sida-HIV Hépatites et par l'Université Paris Est Créteil (UPEC) afin de conduire des recherches visant à accélérer le développement de vaccins efficaces contre le VIH/SIDA (Virus de l'immunodéficience Humaine/Syndrome d'immunodéficience Acquise), le VHC (virus de l'hépatite C) et les maladies infectieuses (ré)-émergentes. La structure du VRI renforce les liens entre la recherche fondamentale et la recherche translationnelle, les associations de patients et le monde socio-économique. Le VRI vise également à enrichir le dialogue interdisciplinaire entre Sciences Humaines et Sociales et Sciences de la Vie ainsi qu'avec la société civile. Le VRI prolonge le programme de recherche vaccinale de l'ANRS et rassemble un réseau de scientifiques de renommée internationale et d'équipes de recherche possédant une expertise pluridisciplinaire, un réseau de centres cliniques, des plateformes mutualisées et des partenaires industriels et caritatifs. Il est basé à l'Hôpital Henri Mondor (Créteil-France).

<http://vaccine-research-institute.fr>

<http://vaccine-research-institute.fr/flipbook> (plaquette institutionnelle)

À propos de l'ANRS

L'ANRS est l'agence française chargée de lutter contre le VIH/sida et les hépatites. Elle est depuis 2012 une agence autonome au sein de l'INSERM. Elle a pour objectif d'acquérir de nouvelles connaissances afin d'aider, au Nord comme au Sud, à améliorer la prévention de ces infections et la prise en charge des personnes atteintes. L'ANRS fédère, autour de grandes priorités scientifiques, des chercheurs de toutes les disciplines et des médecins appartenant aux organismes de recherche (Inserm, Cnrs, Institut Pasteur, Ird), aux universités et aux hôpitaux. Le programme de recherche vaccinale de l'Agence est conduit par le VRI (Vaccine Research Institute).

<http://www.anrs.fr/>

A propos de l'INSERM

Créé en 1964, l'Inserm est un établissement public à caractère scientifique et technologique, placé sous la double tutelle du ministère de la Santé et du ministère de la Recherche. Dédié à la recherche biologique, médicale et à la santé humaine, il se positionne sur l'ensemble du parcours allant du laboratoire de recherche au lit du patient. Sur la scène internationale, il est le partenaire des plus grandes institutions engagées dans les défis et progrès scientifiques de ces domaines.

<https://www.inserm.fr/>

A propos de l'UPEC

Avec ses 7 facultés, 4 instituts, 3 écoles, 1 observatoire et 32 laboratoires de recherche, l'Université Paris-Est Créteil est présente dans tous les domaines de la connaissance depuis 1970. Les enseignants-chercheurs, les enseignants et plus de 3000 vacataires issus de partenaires publics et privés forment chaque année plus de 36 000 étudiants et actifs. Acteur majeur de la diffusion de la culture académique, scientifique et technologique, l'établissement dispense un large éventail de formations dans plus de 600 parcours de formations dans toutes les disciplines, du DUT au doctorat. Avec 1600 enseignants-chercheurs, 600 doctorants, 32 laboratoires, 1 observatoire et une trentaine de plateformes technologiques, l'UPEC est une actrice majeure de la recherche et de l'innovation. L'UPEC favorise une approche transversale pour répondre aux défis sociétaux. De Spinoza à l'immunologie en passant par les statistiques, l'UPEC a une véritable volonté de favoriser le dialogue entre disciplines, source de créativité et d'innovation. La recherche à l'UPEC est structurée autour de 8 grands axes stratégiques, regroupant les laboratoires et structures du site de la Communauté Université Paris-Est. Des domaines d'excellence scientifique renforcent son attractivité et la positionnent comme une communauté recherchée, au sein de la Communauté d'Universités et Établissements Université Paris-Est.

<http://www.u-pec.fr>

➤ **L'opinion publique (cf. annexe 7 -sondage IFOP-Belandi pour Sidaction-Les Jeunes et l'information VIH-sida 2019)**

- **L'opinion publique et le SIDA**

- **Le degré d'information des Français âgés de moins de 25 ans sur le VIH reste satisfaisant mais en décroissance continue depuis 2009.** 77% des personnes interrogées se déclarent bien informées sur le VIH, ses modes de transmission, ses traitements et sa prévention. Il convient toutefois d'apporter deux éléments de nuance à ce résultat. D'une part, la proportion de jeunes très bien informés n'est que de 15%, comparée à une enquête IFOP / Sidaction analogue menée en 2009 (où ils représentaient 26%), d'autre part, la part des interviewés se disant mal informés progresse régulièrement en passant successivement de 11% (2009), à 15% (2015) pour atteindre 23% en 2019. Dans le détail des réponses, on observe un clivage révélant l'importance de l'école dans la familiarisation des jeunes avec le VIH.
- **Les moyens d'information utilisés par les jeunes sur le VIH se caractérisent par leur diversité, en dépit de la domination croissante d'Internet et de la progression des réseaux sociaux.** En effet, 32% des jeunes interrogés déclarent utiliser principalement le web pour s'informer au sujet du virus du Sida. Relevons à cet égard que les sites Internet (32%) devancent très nettement les réseaux sociaux (13%). Viennent ensuite trois vecteurs d'information obtenant plus de la moitié des citations : les parents et le médecin (chacun à 24%), et les médias traditionnels (21%), qui demeurent un vecteur d'information non négligeable supplantant nettement l'entourage amical, même si l'écart tend récemment à se réduire (16%) avec une progression récente de l'information issue du milieu amical (+3 points) (phénomène de « banalisation » du Sida, maladie dont les jeunes avaient tendance à moins parler entre eux). Enfin, on observe une influence non négligeable des acteurs du milieu scolaire en matière d'information sur le VIH, le médecin ou l'infirmier de l'école recueillent 19% de citations et devance les enseignants (15%).
- **Près de 79% des jeunes déclarent avoir bénéficié d'un enseignement ou d'une information ou d'un moment d'information spécifique sur le VIH, le virus du sida, ses modes de transmission, ses traitements et sa prévention,** 35% disent même en avoir eu plusieurs alors qu'ils n'étaient que 29% lors de l'enquête de 2011 et 21% déclarent de pas en avoir bénéficié du tout. S'agissant du type d'intervenant ayant délivré cette information, trois acteurs se détachent : un intervenant extérieur (43%) notamment les associations, les acteurs médico-sociaux, l'infirmier/infirmière scolaire (39%) et l'enseignant de sciences de la vie et de la terre / biologie (36%) semblent avoir délivré plus fréquemment cette information sur le Sida que le médecin scolaire (17%).
- **Parmi les représentations associées à la contamination par le VIH,** 79% des jeunes de moins de 25 ans déclarent considérer le sida comme une « maladie qui fait peur », 92% connaissent l'existence de médicaments pour continuer de vivre avec, 69% sont conscients que la contamination ne diminue pas chez les 15-24 ans, qu'ils n'ont pas moins de risque que les autres d'être contaminés. Une grande majorité reste consciente qu'il n'existe ni médicament pour guérir (77%) ni vaccin (80%) pour se protéger du sida. Une très grande majorité déclarent connaître les modes de transmission de la maladie (>90% : rapports sexuels non protégés avec une personne séropositive, seringue usagée utilisée par une personne séropositive, en entrant en contact avec le sang d'une personne séropositive) et les modes efficaces pour se protéger (utilisation de préservatifs masculins ou féminins).
- **L'exposition à un risque de contamination par le VIH au cours des douze derniers mois** reste prévalente pour 8% des 15-24 ans contre 1% des plus de 50 ans (relations sexuelles non protégées avec un nouveau partenaire, injection de drogue avec une seringue déjà utilisée).
- **La facilité à parler du VIH avec un nouveau partenaire demeure peu aisée chez les jeunes.** Au-delà des personnes âgées de moins de 25 ans déclarant ne pas avoir de relation sexuelle (42%), ou déclarant avoir un partenaire sexuel régulier (42%), on relève que 41% des jeunes

interrogés ne parlent qu'occasionnellement (20%), voire jamais (21%) du VIH et des IST avec un nouveau partenaire. A l'inverse, un gros quart des personnes interrogées parviennent à en parler. Se fait jour sur cette question un clivage générationnel : la disposition à évoquer le VIH avec un nouveau partenaire progresse avec l'âge. Elle passe de 17% chez les moins de 18 ans à 37% chez les 21-24 ans. Pour autant, on observera auprès de cette dernière catégorie des 21-24 ans qu'un quart déclare ne jamais en parler.

- **Une grande majorité témoigne une confiance dans l'information délivrée par les différents acteurs du VIH** (respectivement 92% pour les associations de lutte contre le sida, 88% pour l'OMS, 85% pour les revues scientifiques, 84% pour l'Agence Nationale de Santé Publiques, 83% pour les centres de recherche des universités, et 83% pour le Ministère de la Santé et des Solidarités). Cependant si la perception de l'importance du rôle des différents acteurs en matière d'information sur le VIH-sida est couramment acceptée, le besoin de renforcer cette communication est attendu pour la quasi-totalité de ces acteurs par les 15-24 ans (62% à 79% ne font pas assez).
- **La notoriété de différents éléments relatifs au VIH (en particulier les progrès de la recherche scientifique) reste mal connue** : 50% a entendu parler d'éléments relatifs à l'efficacité de traitement, qui permet aux personnes vivant avec le VIH de ne plus transmettre le virus en cas de relations sexuelles non protégées par un préservatif (grâce à la charge virale indétectable), 48% de la découverte d'un marqueur permettant de différencier chez un patient les cellules « dormantes » infectées par le VIH des cellules saines et 39% seulement des stratégies permettant de mettre fin un jour à l'épidémie de sida.

- **L'opinion publique et la recherche médicale dans le domaine du sida**

Les messages à diffuser à l'occasion du futur essai clinique du VRI (VRI06) devront intégrer des consignes de prévention qui demeurent toujours d'actualité même si des espoirs d'éradication de la maladie dans un avenir plus ou moins proche apparaissent (Cf. « annexe 9 - VRI Vaccin anti-VIH : bientôt le bout du tunnel ? »).

Il ne faut pas négliger le fait que le « produit » vaccin et la démarche de vaccination sont par ailleurs de plus en plus contestés par certaines franges de la population. A cet égard, ce qui s'est passé autour de l'extension récente de l'obligation de vaccination (La vaccination contre 11 maladies obligatoire pour les enfants de moins de deux ans nés depuis le 1er janvier 2018) du Ministère des Solidarités et de la Santé pour renforcer la couverture vaccinale face à la réémergence de maladies disparues (rougeole) et les contre-vérités relayés par les média-sociaux est particulièrement significatif d'un sujet fortement polémique (la France compte le pourcentage parmi les plus élevés en Europe d'opposants à la vaccination ou « anti-vax »). Il conviendra donc de prendre en compte dans une logique d'anticipation un volet de communication de crise pour endiguer les réactions qui pourraient polluer et compromettre la campagne de recrutement de volontaires dans le cadre de l'essai vaccinal conduit par le VRI.

3. OBJET DU CONTRAT

3.1. Description des prestations

- **Objet de la prestation :**

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Campagne d'appel à volontaires aux fins d'essai vaccinal anti-VIH conduit par l'institut de Recherche Vaccinale

Le présent marché a pour objet la mission de conseil stratégique, la conception et la mise en œuvre d'une campagne d'information et de sensibilisation visant au recrutement de 30 participants à un essai vaccinal anti-VIH conduit par l'institut de Recherche Vaccinale (VRI).

- **Pièces contractuelles :**

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles ;

- le présent document et ses annexes éventuelles ;
- le CCTP ou les stipulations techniques du contrat et ses annexes éventuelles ;
- le CCAG Prestations intellectuelles (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation ;
- l'offre technique du titulaire ;
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

3.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université Paris Est Créteil**, représenté par Jean-Luc Dubois-Randé Président.

Adresse et coordonnées :

Pôle Achats
61, avenue du Général du Gaulle
Créteil
94100 Créteil Cedex

■ **Représentation des parties :**

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat, les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

4. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ **Nature de la prestation :**

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ **Décomposition de la prestation et forme du contrat :**

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition.

La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

5. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

■ **Délais d'exécution :**

Le délai d'exécution des prestations est fixé à **24 mois** à compter de la notification du contrat.

6. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

6.1. Prix du contrat

■ **Nature des prix :**

Les prix du contrat sont **forfaitaires**.

■ **Variation des prix :**

Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **Frais de coordination :**

En cas de groupement conjoint, la rémunération du mandataire pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses prestations.

En cas de sous-traitance, les prix du contrat couvrent sans surcoût les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants ainsi que les conséquences de leurs défaillances éventuelles.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

6.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant du contrat est supérieur à 50,000.00 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%.

Le taux de l'avance est fixé à 5% (option B du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 0% et 100% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire en une seule fois. Si le montant des sommes à régler est inférieur au montant de l'avance à rembourser, l'avance est remboursée de manière progressive.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1 du CCAG, en cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

La mention : «Marché 2025PFCAMPAVOL»,

La mention: Université Paris-Est Créteil Val de Marne,

La date de réception,

Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire,
La date et le numéro du bon de commande,
La désignation en clair de la prestation livrée
Le prix net HT ou le montant des prestations (la moitié du forfait annuel) dans le cas de prestations d'établissement, de suivi et de mise à jour des dossiers d'identité SSI,
Le total HT de la facture est ensuite majoré du taux de TVA en vigueur pour former le prix total TTC à régler.

La facture doit être transmise sous forme dématérialisée par **Chorus pro**. Cette application est accessible à l'adresse: <https://chorus-pro.gouv.fr>
Pour ce faire, les factures dématérialisées adressées à l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne devront comporter les informations suivantes;

- Le numéro **SIRET 19941111700013**, qui identifiera l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne en tant que destinataire de la facture,

- Les codes services qui permettront de distinguer les factures publiques (FACTURES_PUBLIQUES), des factures sur engagements ou bons de commande (FACTURES_SUR_ENGAGEMENTS) et des factures sans bon de commande (FACTURES_SANS_ENGAGEMENT),

- Le numéro d'engagement indiqué sur le bon de commande transmis par l'université (numéro sous le format 4500xxxxxx).

Le numéro de TVA intracommunautaire l'Université Paris-Est Créteil Val-de-Marne est le suivant: **25 199411117**

Pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro (<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>), **dédié à la préparation à la facturation électronique.**

■ **Périodicité des paiements :**

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

■ **Régime des paiements :**

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ **Délai de paiement :**

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

7. RÉALISATION DES PRESTATIONS

7.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Transfert des droits patrimoniaux :

Sont notamment cédés tous les droits de représentation, de reproduction, d'adaptation et de traduction attachés aux résultats quelle qu'en soit la nature, par tout moyen, tout média et tout support (analogique ou numérique).

Le pouvoir adjudicateur pourra céder ou licencier les droits de propriété intellectuelle acquis sur les résultats du marché pour toute utilisation, par tout moyen, pour tout média et tout support.

Le droit de reproduction cédé ci-dessus comprend notamment :

- Le droit de reproduire ou de faire reproduire ou enregistrer les résultats sur tous les supports ou matériaux connus ;
- Le droit d'établir ou de faire établir, en autant d'exemplaires qu'il plaira, tous les originaux, doubles ou copies, en tout format et pour tout procédé à partir des reproductions ci-dessus ;
- Le droit de traiter avec tout fabricant, façonnier ou autre pour la mise en œuvre du droit de reproduction sur tous les supports, matériaux et par tous les procédés connus ou inconnus à ce jour ;
- Le droit de mettre ou faire mettre en circulation les originaux, doubles, copies, reproductions pour toute diffusion et communication publique au travers des différents médias ou sur tout support quel que soit le procédé de diffusion ou de communication ;
- Le droit d'utiliser tous les logos et visuels créés dans le cadre du présent marché.

Le droit de représentation comprend de la manière la plus générale le droit de diffusion et de communication des résultats au public en France et à l'étranger et en toute langue, sur tous les supports, pour tous les moyens de diffusion et de communication des paroles, du son et des images, notamment radiophonique, photographique, cinématographique, vidéographique par radiodiffusion sonore et/ou télévisuelle quel qu'en soit le procédé technique et communication par câble électrique ou optique, laser, voie hertzienne ou satellite.

Le droit d'adaptation cédé relativement aux résultats comprend au profit de la personne publique le droit d'adapter, d'actualiser, et de modifier tout ou partie des résultats, notamment en fonction de l'évolution de ses besoins d'information publicitaire et de promotion, et d'exploiter dans les conditions définies ci-dessus les adaptations qui en seront faites, sous réserve de respecter les droits moraux de l'auteur des œuvres.

Le titulaire doit également :

- obtenir, sauf accord exprès du pouvoir adjudicateur sur une limitation de cession, des auteurs, concepteurs, inventeurs, qu'ils soient ou non ses salariés, la cession au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur de tous les droits exclusifs d'exploitations, droits de reproduction, de représentation, d'adaptation ou de traduction, sur les résultats, par tout moyen, pour tout média et tout support (analogique ou numérique), pour toute la durée de protection du droit d'auteur, pour le monde entier, ainsi que les droits relevant de la protection au titre du droit des marques, dessins, modèles ou brevets en France et à l'étranger.
- obtenir au nom et pour le compte du pouvoir adjudicateur, de la part des personnes physiques, l'autorisation d'utiliser leur image ou l'un des éléments de leur personnalité et, plus précisément, pour les mannequins et pour les artistes interprètes, la cession des droits d'utilisation, définis dans le temps, l'espace et en fonction des médias, conformément aux besoins définis par le pouvoir adjudicateur et aux réglementations qui leur sont respectivement applicables. Le pouvoir adjudicateur précise qu'il souhaite disposer des droits les plus larges possibles.

S'agissant de la durée de la cession des droits ci-dessus, le titulaire accepte cette disposition pour une durée de cinq (5) ans à compter de la livraison des résultats. Au-delà de cette période, le pouvoir adjudicateur peut faire une demande ponctuelle de cession des droits dits patrimoniaux, que le titulaire s'engage à accepter.

Concernant les droits extérieurs au titulaire (droits pour une image, comédiens, etc.), le titulaire s'engage à acquérir ces derniers pour une durée de deux (2) ans à compter de la livraison des résultats, sauf demande expresse du pouvoir adjudicateur, et à faire le nécessaire en cas de reconduction et/ou à donner les informations nécessaires au pouvoir adjudicateur pour que celui-ci puisse assurer une éventuelle extension/prolongation.

La rémunération forfaitaire et définitive de la cession des droits ci-dessus est comprise dans les prix du marché.

Le titulaire s'engage à céder ces droits gracieusement pour une utilisation des résultats dans les réseaux ou les outils propres au pouvoir adjudicateur (intranet, présentation, site internet, etc.) pour la durée de 30 ans dans le monde entier, sous réserve que cette disposition ne contrevienne pas à un engagement spécifique pris par le titulaire pour le compte du pouvoir adjudicateur.

7.2. Vérification des prestations

■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

■ Opérations de vérification de l'étude :

Les opérations de vérification quantitative et qualitative ont pour objet de permettre à l'acheteur de contrôler notamment que le titulaire :

- a mis en œuvre les moyens définis dans le contrat, conformément aux prescriptions qui y sont fixées ;
- a réalisé les prestations définies dans le contrat comme étant à sa charge, conformément aux dispositions contractuelles.

Les matières et objets nécessaires aux essais sont prélevés par l'acheteur public sur les livraisons réalisées au titre du contrat.

Conformément à l'article 28.2 du CCAG Prestations intellectuelles, l'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

■ Autres stipulations relatives à la qualité :

Le titulaire mettra à disposition de l'acheteur public l'ensemble des données collectées sous forme de statistiques de préférence, des statistiques **agrégées et anonymisées**.

L'acheteur public pourra demander l'extraction de données spécifiques, à tout moment, pendant la durée du marché. Le titulaire s'engage à fournir ces extractions dans un délai maximum de 48 heures ouvrés à compter de la réception de la demande. Ces données extraites seront fournies dans des formats usuels et facilement exploitables, notamment CSV, XLS ou XLSV, JSON, ou tout autre format usuel.

■ Protection des données personnelles RGPD

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) et à garantir la confidentialité des informations personnelles collectées dans le cadre de la campagne de vaccination.

Le titulaire assure avec le Délégué à la protection des données de l'UPEC, le respect des normes et obligations à la protection effective des données collectées. Il facilite l'exercice des droits des personnes concernées et prend toutes les mesures organisationnelles, juridiques, logiques et de sécurité des données personnelles traitées.

Le titulaire consent à la mise en place d'un accord sur la protection des données à caractère personnel avec le Délégué à la protection des données.

7.3. Développement durable

■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

7.4. Autres stipulations

■ Lieu de réalisation :

La campagne d'appel à volontaires se déroulera en région Paris-IDF sur les lieux ci-dessous :

➤ Service de Maladies Infectieuses et Immunologie Clinique

Hôpital Henri Mondor

1 rue Gustave Eiffel

94010 Créteil Cedex

➤ CIC Cochin Pasteur (CIC 1417)

Bâtiment Lavoisier, Site Cochin

27 rue du Faubourg St Jacques

75679 Paris cedex

➤ VRI

Hôpital Henri Mondor

1 rue Gustave Eiffel

94010 CRETEIL Cedex

➤ ANRS-MIE

PariSanté Campus

2-10, rue d'Oradour-sur-Glane

75015 Paris.

➤ Université Paris-Est Créteil Val de Marne (UPEC)

61 avenue du Général De Gaulle

94010 CRETEIL Cedex

■ **Clause de réexamen et modifications du contrat :**

L'acheteur peut prescrire des **prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service** après consultation au titulaire. Le cas échéant des prix nouveaux et provisoires sont fixés de manière concertée puis rendu définitifs par avenant dans les conditions prévues par le CCAG.

Les modifications prescrites ont un rapport direct avec l'objet du contrat, sont imprévisibles et rendues nécessaires pour la bonne exécution du contrat sans en bouleverser l'économie générale.

Si au cours de l'exécution du contrat, les parties contractantes ont connaissance d'une **solution technique innovante** en rapport avec l'objet du contrat, celle-ci peut être mise en œuvre par le titulaire en dérogeant aux prescriptions du cahier des charges, avec l'accord de l'acheteur et sur proposition titulaire. Ces modifications doivent être de nature à améliorer les caractéristiques des prestations objet du contrat pour un coût équivalent, réduire les coûts de revient ou l'impact environnemental du processus de fabrication notamment. Elles ne doivent néanmoins pas être de nature à entraîner une modification substantielle du contrat.

■ **Dématérialisation du suivi :**

L'acheteur notifie au titulaire les actes d'exécution et modificatifs, par voie électronique, via son profil acheteur. La notification de l'acte est réputée être le jour de la première consultation du document si celle-ci a lieu moins de 8 jours à compter de son envoi, ou à défaut, 8 jours après.

8. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1. Obligations courantes du titulaire

■ **Assurances :**

Le titulaire du marché doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code Civil, ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné par l'exécution du marché à l'égard de l'acheteur et des tiers.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ **Conduite des prestations par une personne nommément désignée :**

Conformément à l'article 3.4.3 du CCAG et compte tenu de l'objet du contrat, des prestations doivent être réalisées par une personne nommément désignée par le titulaire. Si cette personne n'est plus en mesure de réaliser la prestation, le titulaire doit :

- Informer l'acheteur sans délai ;
- Proposer un remplaçant aux compétences au moins équivalentes.

L'acheteur dispose de 30 jours pour récuser ou accepter le remplaçant proposé par le titulaire. A défaut

de remplaçant accepté par l'acheteur, le contrat est susceptible d'être résilié.

■ **Devoir d'information et de conseil :**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information et de conseil à l'égard de l'acheteur. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet du contrat et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Le titulaire, en sa qualité de professionnel du domaine objet du contrat, s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, les alertes et mises en garde, notamment en cas de retard, de difficultés majeures ou de tout événement susceptible d'impacter le projet.

Enfin, le titulaire est tenu de notifier à l'acheteur les modifications survenant au cours de l'exécution du contrat et qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou sa dénomination ;
- A son adresse, son siège social ou à l'adresse d'exécution des prestations ;
- Aux renseignements qu'il a communiqués pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

■ **Moyens mis à disposition par le titulaire :**

Le titulaire est engagé par les moyens matériels et humains qu'il décrit dans son offre durant toute la durée d'exécution du contrat. Si un membre de l'équipe en charge de l'exécution du contrat dont le CV a été remis dans l'offre n'est plus en mesure d'accomplir sa mission, le titulaire doit en informer l'acheteur. L'équivalence des niveaux de qualifications, d'expérience et de savoir-faire proposé dans l'offre du titulaire doit être garantie durant toute la durée du contrat.

■ **Obligation de vigilance :**

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale

émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ Réparation des dommages :

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

8.2. Obligations liées à la sécurité

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Lors de l'exécution des prestations, le titulaire peut avoir connaissance d'informations, qui, sans être couvertes par une quelconque mention de protection, doivent néanmoins rester confidentielles et ne peuvent être rendues publiques.

De manière générale, il s'engage à ne faire aucune divulgation, sous quelque forme que ce soit, sans autorisation écrite de l'administration, de tout élément connu, en dehors des communications strictement indispensables à l'exécution des prestations.

Le prestataire doit aviser sans délai la personne publique, de toute disparition, ainsi que de tout incident pouvant révéler un risque de violation de données devant rester confidentielles.

Le non-respect de cette obligation peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans que celui-ci ne puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à respecter cette obligation de discrétion et de confidentialité après le terme du marché et ce pendant une durée minimum de dix (10) ans.

9. LITIGE ET SANCTIONS

9.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG En cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100.00 € par jour calendaire de retard. Les pénalités de retard sont appliquées suite à une mise en demeure préalable du

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
	<p>titulaire.</p> <p>Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du contrat.</p> <p>Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.</p>

9.2. Autres stipulations

■ Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 39.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

43, rue du Général de Gaulle
Case postale n° 8630
77008 Melun Cedex
Téléphone : 01 60 56 66 30
Courriel : greffe.ta-melun@juradm.fr
Télécopie : 01 60 56 66 10
Site internet : <http://www.telerecours.fr/>

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

10.FIN DU CONTRAT

■ Arrêt de l'étude :

Par dérogation à l'article 22 du CCAG Prestations intellectuelles, il n'est pas prévu d'arrêter l'exécution des interventions objet du présent contrat.

L'arrêt des études est donc conditionné par la fin des essais.

■ **Résiliation pour motif d'intérêt général :**

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 40 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

■ **Utilisation des résultats de l'étude :**

Le pouvoir adjudicateur est propriétaire de tous les documents, maquettes, esquisses, projets, illustrations, typons masters et tout autre support de prestations fournies par le titulaire dans le cadre de l'exécution du marché.

Le titulaire cède à titre exclusif, pour le monde entier, tous les droits de propriété intellectuelle, artistique ou industrielle sur les résultats.

■ **Garantie :**

Les prestations ne font pas l'objet d'une garantie.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire effectue les mises au point et réparations demandées dans le délai fixé par l'acheteur dans l'ordre de service. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Liste des dérogations au CCAG Prestations intellectuelles :

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Délai de garantie* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 30 du CCAG

La rubrique *Arrêt de l'étude* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 22 du CCAG

La rubrique *Utilisation des résultats de l'étude* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 35.2.1 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 40 du CCAG

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG, toute éventuelle dérogation mentionnée dans le présent document mais non rappelée dans la liste récapitulative qui précède s'applique.



Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Légifrance)
[CCAG Prestations intellectuelles du 30 mars 2021](#)